

Trois idées simples pour réconcilier les citoyens avec les ambitions de la construction européenne

Faire aimer l'Europe

*PAR LUCAS DELATTRE ET MARTIN KOOPMANN **

Le résultat spectaculaire du référendum français du 29 mai n'est pas l'expression d'une spécificité française : outre le vote négatif des Néerlandais trois jours plus tard, il n'est pas du tout certain que les Allemands, s'ils avaient été appelés à se prononcer par référendum sur la Constitution européenne, auraient dit oui.

Manifestement, la conviction européenne de nos peuples n'est plus ce qu'elle était. Les jeunes, en particulier, ne sont plus enthousiasmés par la construction européenne – c'est là sans doute le message le plus inquiétant du 29 mai. Ni les Français ni les Allemands ne considèrent l'Europe comme une solution en temps de crise. C'est même le contraire qu'on observe. D'une part la paix n'est plus un argument suffisant pour rendre la construction européenne séduisante, puisqu'elle est considérée comme un acquis. D'autre part les citoyens ne croient plus que l'intégration européenne puisse leur apporter un surcroît de prospérité et de sécurité. Ce sont les Etats-nations, pourtant bien épuisés et privés de ressources, qui semblent être plus que jamais la valeur refuge. Les souverainismes et les nationalismes, partout en Europe, redressent la tête. En Allemagne, le phénomène est encore relativement discret, mais jusqu'à quand ?

Ce constat d'échec doit être le point de départ d'une refondation. Il est urgent de restaurer un climat de confiance vis-à-vis de l'Europe faute de quoi les rivalités nationales traditionnelles et la politique du «chacun pour soi» reprendront le dessus dans une spirale délétère. En France comme partout ailleurs, on semble oublier combien l'Europe continue d'être, plus que jamais, un projet de civilisation unique en son genre, conçu pour éliminer les conflits traditionnels entre Etats au profit d'une réponse solidaire aux grands défis du temps. «*L'Europe, un espace privilégié de l'espérance humaine*», dit le texte de la Constitution. Formule ô combien pertinente !

L'Europe doit aujourd'hui réussir à susciter autant de fascination à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Comment expliquer que les Ukrainiens, les Serbes et les autres rêvent d'Europe alors que nous, Français et Allemands, la rejetons sous sa forme actuelle ? Faire aimer l'Europe : voilà le défi. Nous ne pourrons plus aller de l'avant tant que les Européens ne seront pas convaincus du fait qu'il n'existe aucune alternative crédible à la poursuite de l'intégration européenne. Comment le faire comprendre ?

Constitution ou non, l'Europe doit changer. Le paradoxe fondamental, c'est que les Français (et les Allemands) pensent qu'elle est à la fois trop «libérale» et trop bureaucratique. Elle s'impose à la fois comme l'instrument d'une politique «ultra-libérale» (voir la directive Bolkestein), et comme le lieu par excellence d'un contrôle tatillon de l'activité humaine (l'Europe se discrédite aux yeux de l'opinion en accumulant les

directives relatives aux emballages, aux déchets d'emballages, au fromage au lait cru etc.).

Il était sans doute trop tôt pour adopter une «Constitution». Les sondages ont montré que dans les 25 pays de l'Union européenne une large majorité des citoyens n'avaient jamais entendu parler de la Convention sur l'avenir de l'Europe, chargée de la rédaction du traité constitutionnel. Dommage et tant pis ! Reprenons tout de zéro. Puisque une majorité de citoyens d'Europe se disent favorables à l'élaboration d'une défense européenne, d'une politique économique commune et d'une politique de l'immigration de l'UE, il doit être possible, sujet par sujet, d'aider à la naissance d'un «peuple européen» qui se cherche.

Le problème fondamental qui a été posé par le référendum du 29 mai, c'est celui de la démocratie. A tort ou à raison, les citoyens français ont le sentiment désagréable d'avoir à choisir entre la voie du repli national et celle d'une pseudo-démocratie européenne accordant tout le pouvoir aux experts, aux juristes et aux technocrates. Il est donc urgent d'associer davantage les citoyens aux décisions de Bruxelles, dans un effort de pédagogie sans précédent.

La répartition des compétences entre l'Europe, les nations et les régions (ou Länder) n'est toujours pas claire aux yeux des citoyens. Il faudrait donc rappeler «qui fait quoi» dans un texte court, compréhensible de tous, et diffusé partout dans les mairies, les bureaux de poste et les bibliothèques municipales.

Deuxièmement, les chefs d'Etat et de gouvernement européens devraient s'engager à publier à intervalles très réguliers (une fois par mois) un bulletin d'informations sur les décisions prises dans le cadre de l'Union à 25. Cette publication (qui pourrait être relayée par un programme télévisé de qualité) permettrait à chacun de comprendre au quotidien ce que nous apporte l'Europe et ce qu'elle nous coûte, quels textes importants ont été décidés à Bruxelles, bref ce que nous voulons et parvenons (ou ne parvenons pas) à faire ensemble.

Troisièmement, les Commissaires européens, les eurodéputés et les directeurs généraux de l'administration bruxelloise devraient être obligés de consacrer un quart de leur temps de travail à effectuer des tournées d'explication de leur action dans toutes les villes, les banlieues et les campagnes d'Europe.

Trois idées simples auxquelles il conviendrait d'en ajouter une autre : les dirigeants des Etats de l'Union européenne s'engageraient à ne plus se défaire sur l'Europe des décisions impopulaires qu'ils n'osent pas prendre eux-mêmes. Il n'est pas interdit de rêver.

* Fonctionnaire européen et chercheur à la Société allemande de politique étrangère (DGAP) à Berlin, responsable du service France et relations franco-allemandes.

This comment was first published in Le Figaro